

Le bulletin d'information CGT Educ'action 95

Numéro 4 - Mars/Avril 2022



Derrière le retour des vieilles rengaines, les appétits aiguisés des séparatistes bourgeois

L'éditorial

Depuis l'annonce officielle de sa candidature, il n'aura pas fallu attendre très longtemps pour que le président-candidat-déjà-élu du Donbass élyséen n'annonce la couleur. Car c'est la seule exigée par le bloc bourgeois qui le porte : un bleu terne et sale, moucheté d'un blanc de bonapartisme. **Les couleurs de la guerre sociale totale faite aux travailleurs par les séparatistes bourgeois ! Totale car quand on annonce la même semaine la retraite à 65 ans, la fin des statuts pour les travailleurs de la fonction publique, et de 15 à 20H de travaux d'intérêt général pour les bénéficiaires du RSA (itou dans les programmes de Péresse et Dupont-Aignan, avec en plus des conditions anti-immigrées pour Le Pen), on s'apprête à faire revenir les travailleurs un siècle en arrière, en transformant les vieilles rengaines capitalistes en réalité de ruines pour celles et ceux qui les subissent.**

Quelques jours seulement après la nouvelle étonnante d'un dégel inconnu du point d'indice de la Fonction publique par la vicomtesse de Lombard de Montchalin, alors que chacun-e se disait que l'on nous refaisait le coup de l'achat de votes de la fin de règne Valls-Hollande avec les 0,6 points de 2017 à la veille d'un premier tour, Napoléon Macron est venu rapidement préciser l'avenir, pour les enseignant.es notamment. **Où sont donc ses louanges du 1er confinement ? Sans doute dans les poubelles de son Histoire officielle, à côté de celles faites aux travailleurs-ses de la première ligne. Désormais, nous sommes re-devenus un problème : nous sommes des faïnéants absentéistes qui ne bossent pas assez**

parce que nous avons un statut, un salaire à vie (même minable) et une qualification sur la personne, non sur le poste. Nous sommes aussi des empê-cheurs de privatisation en rond d'un secteur ju-teux (« porteur de croissance » dit sans aucun complexe JMBlanquer), celui de l'Education.

La retraite aussi est un problème : malgré toutes les attaques précédentes, on est encore un peu en vie quand on a la possibilité de faire valoir ce droit au salaire à vie enfin libéré de l'emploi. Et puis tout ce salaire socialisé de la Sécu qui échappe au capitalisme, qui n'a pas été capté par le vampirisme des banques et assurances, ni placé sur des marchés financiers. A l'heure du déchaînement guerrier des blocs impérialistes, et d'une économie de réarmement, ce n'est plus possible ! Derrière cette offensive, derrière l'explosion inflationniste des prix, due à la seule spéculation, une seule logique : maximiser le taux de profits, pour les seuls profiteurs. Ceux qui par exemple ont vampirisé les centaines de milliards du « quoi qu'il en coûte », ou les sommes pharaoniques cumulées par des décennies d'exonérations de cotisation sociale. Ceux qui portent la guerre impérialiste comme la nuée porte l'orage, et qui font des travailleurs leurs première victimes, de classe ou de bombes.

Se trouvera t-il encore des enseignant-es pour douter de la nécessité de préparer dès à présent une lutte déterminée, offensive et majeure, par la grève, pour ne pas sombrer dans cette folie, et offrir à nos enfants un monde digne de ce nom ? Une lutte aux côtés de tous les travailleurs conscients de ce rendez-vous historique ? Faisons taire les va t-en guerre, aiguisons nos caisses de grève et nos pratiques de solidarité et unifions-nous ! Car l'heure est grave.

Publications de la CGT Educ'action liées à l'égalité Femmes-Hommes :

L'égalité entre les femmes et les hommes est trop souvent considérée comme acquise. A fortiori dans la Fonction publique, on a l'illusion que le statut général des fonctionnaires serait une garantie suffisante du respect de l'égalité entre les femmes et les hommes. Or il n'en est rien, en raison des stéréotypes et des critères de gestion qui sont discriminants. A l'occasion du 8 Mars, retrouvez sur notre site les publications du syndicat, intemporelles, à diffuser largement :

<https://cgteduc95.org/2022/03/01/grevefeministe/>



Actualités Premier Degré

La grève massive du 13 janvier (75% dans le 1er degré), débutée deux jours avant dans notre département, a montré la souffrance des collègues. Souffrance en raison du chaos quotidien imposé par le ministre, qui se traduit par un mal être professionnel en raison de la stagnation des salaires à un niveau très faible, du management agressif ou de l'impossibilité d'obtenir une mutation contrairement à d'autres départements.

Postes à profil et management : seul le rapport de force compte

Ce management par la violence ordinaire, l'IA DASEN, par excès de zèle, a tenté de l'imposer avec les postes à profil pour les classes de GS, CP et CE1 alors que même le ministre ne le demandait pas encore. Grâce à la mobilisation des collègues appuyée par l'intersyndicale, l'IA a été contrainte de reculer... pour le moment.

Cependant, pour le prochain mouvement, les postes à profil perdurent pour les collègues UPEAA à titre provisoire. Alors qu'ils disposent du concours et d'une certification qui prouvent leur qualification, ils ont dû subir un entretien avec deux IEN. **Nous demandons à ce que les collègues UPEAA à titre provisoire qui occupent un poste depuis plusieurs années, puissent y rester. Nous demandons l'abandon de l'entretien pour les UPEAA.**

Les informations sur la carte scolaire : les tableaux de mesures, la déclaration liminaire :

Maintien des affectations pour tous celles et ceux qui le souhaitent : pétition intersyndicale

La DASEN du Val d'Oise a écrit courant février à des dizaines de collègues affectés à titre provisoire mais à l'année pour leur indiquer qu'une partie de leur affectation devait changer à compter du 15 mars !

Ces collègues affectés sur des 1/4 de décharge de direction ou des compléments de temps partiel à 75% verraient leur affectation modifiée pour devenir remplaçant sur la ou les journée(s) concernée(s). A leur place, 72 étudiants M1 ou M2 contractuels alternants puisque 19 autres seraient placés dans des classes de PEMF... Ce n'est acceptable ni sur le fond ni sur la forme !

Quel nouveau mépris pour les collègues et les écoles !

Une carte scolaire qui ne répond pas aux besoins

Lors du groupe de travail, la CGT a constaté que des fermetures étaient envisagées à -1 ou -2 du seuil de fermeture. En revanche, lorsqu'il y a +2 ou +5 par rapport au seuil d'ouverture, ils n'envisagent pas d'ouverture. Au mieux, ils prévoient une surveillance à l'ouverture. Ce qui semble facile pour la fermeture l'est beaucoup moins pour une ouverture. Nous tenons aussi à dénoncer les mairies qui ne prévoient pas de locaux pour l'ouverture d'une classe, alors que les effectifs le permettent. Avec l'ouverture des CP et CE1 à 24, nous nous inquiétons fortement des effectifs des CE2, CM1 et CM2. Dans un grand nombre d'écoles, les structures prévoient déjà des classes à 30 pour ces niveaux. Nous réaffirmons ici notre revendication pour des effectifs à 20 élèves par classe.

Après deux ans de pandémie, les multiples fermetures de classes, en raison de l'absence des collègues pour COVID, ont prouvé que les remplaçants étaient indispensables. Pourtant aucun nouveau poste de BD n'est créé. Des centaines d'élèves perdront encore des semaines de classe, si la situation sanitaire venait à se dégrader à la rentrée 2022.



La pétition intersyndicale (SNUipp-FSU, SE UNSA, FO, CGT éducatrice), approchant les 1000 signatures, ainsi qu'une motion à faire signer en conseil des maîtres, sont disponibles sur notre site <https://cgteduc95.org/>.

Mutations interdépartementales : une nouvelle catastrophe prévisible

Les résultats des mutations interdépartementales des personnels du premier degré sont tombés le 9 mars dernier et comme nous le craignons, ils sont catastrophiques. Alors que depuis des années la CGT Éduc'Action dénonce des taux dramatiquement faibles, avec seulement 20,44% de demandes satisfaites cette année, nous atteignons un niveau historiquement faible. **Cet effondrement est avant tout la conséquence de la chute des niveaux de recrutement et la saignée en poste observée depuis de trop nombreuses années.**

Actualités Second Degré



Rassemblement d'établissements mobilisés le 17 Mars 2022 devant la DSDEN à Osny soutenue par l'intersyndicale CGT-FSU-FO-SUD

Contre les DG insuffisantes, pour de vrais moyens dans l'éducation nationale, pour défendre l'éducation prioritaire : mobilisation et grève dans le Val-d'Oise

Depuis début mars, des collèges et des lycées se mobilisent pour des moyens à la hauteur de leurs besoins. En effet, comme chaque année, de nouvelles pertes sont à déplorer à l'occasion de la publication des Dotations Globales. L'éducation prioritaire et les établissements difficiles sont particulièrement pris pour cible cette année.

Par exemple, le Lycée Julie Victoire-Daubié d'Argenteuil perd 96h de DG, le lycée Georges Braque en perd 69, le collège Henri Wallon (REP) à Bezons a perdu 76h en 2 ans, le collège Bel-Air à Franconville perd 87h, le collège Anatole (REP+) 58, etc. La liste est longue. Partout, les mêmes conséquences : des suppressions de classes, des effectifs qui exposent (30 en collège, y compris en REP, 35

en lycée), une filière professionnelle de plus en plus fragilisée, des demi-groupes qui disparaissent, des projets éducatifs ajournés, etc. Bref, ce sont les conditions des personnels et des élèves qui sont directement attaqués, avec en ligne de mire les enfants de la classe ouvrière qu'on veut exclure de l'Ecole.

Chaque année, c'est la même logique qui est à l'oeuvre, celle de la mise en concurrence des établissements, en prenant aux uns, pour donner aux autres, et vice versa. L'objectif étant de gérer l'austérité et de «réajuster» chaque année, à partir de critères aussi flous qu'inconnus. Le mode de calcul basé sur l'«IPS» ne prend en compte les réalités de terrain et est un enième enfumage pour supprimer dans les faits les REP : plus aucune limitation d'élèves par classe n'existe depuis, quelque soit la catégorie d'établissement.

Le 17 mars 2022, une centaine de personnels se sont rassemblés devant la DSDEN pour exiger des moyens à la hauteur des besoins. Ils ont été reçus en audience. **La mobilisation continue !**

Retour sur la matinée d'information du 19 mars 2022 : vers la constitution d'un collectif AESH dans le département !

La CGT Educ'action 95 organisait une première rencontre pour les AESH du département. Les AESH sont le meilleur exemple du double discours tenu par notre administration. On reconnaît le caractère indispensable de ces personnels dans l'optique d'une Ecole véritablement inclusive, leurs missions sont essentielles pour permettre aux élèves en situation de handicap de suivre une scolarité épanouissante. Pourtant, dans le même temps, ils sont aussi les plus précaires de notre ministère. **La Cdisation ne répond pas aux enjeux et la CGT Educ'action continue de revendiquer la création d'un véritable statut.** Les AESH sont également dans leur grande majorité des femmes. Cela vient donc percuter le discours rectoral et national sur l'égalité Femmes-hommes. Exiger un salaire digne et un statut, c'est aussi porter une

revendication à la fois féministe et de classe à l'image des orientations de la CGT Educ'action 95.

Cette première journée qui en appelle d'autres était l'occasion de faire le point sur les principales questions des personnels en termes de droits, de contrat de travail, de salaire, de perspectives mais aussi de construction du rapport de force. **Car, ce qui ressort de cette première journée, c'est bien le fait que la précarité statutaire du métier d'AESH s'accompagne aussi de tentative de pressurisation des collègues par des managers n'hésitant pas à user du chantage à l'emploi, jouant de la précarité des situations individuelles pour utiliser les méthodes les plus inacceptables de gestion des personnels.**

Dans cette optique, et en plus de la défense individuelle, le syndicat

doit être un moyen et un outil de construction du rapport de force.

Il doit permettre de sortir de l'isolement et de la souffrance individuelle pour opposer à une hiérarchie trop souvent agressive un collectif de travail qui dépasse les frontières du métier. Nous défendons à la CGT Educ'action un syndicalisme réunissant tous les acteurs-trices de notre secteur en l'occurrence l'éducation qui s'inscrit dans une confédération interprofessionnelle.

La CGT Educ'action 95 va intervenir pour opposer aux situations qui nous ont été remontées une réponse syndicale forte. Nous renouvellerons dans les prochains mois ces rencontres avec les personnels AESH du département et dans le but de construire un collectif puissant permettant d'obtenir de nouveaux droits.

Pour sortir de l'isolement, (re)créer des collectifs de travail pour résister et reprendre en main nos vies, l'importance de la syndicalisation !

La CGT est la première Confédération syndicale de France. Dans l'enseignement public, la CGT, c'est la **CGT Educ'Action**. Enseignant-es, personnels administratifs, personnels de vie scolaire, AESH, personnels de santé ou des services sociaux, personnels de labo, titulaires, non-titulaires, stagiaires... tout-es ensemble, nous construisons une école qui forme et émancipe. Ensemble nous pouvons lutter contre des réformes qui dégradent constamment le Service public d'Éducation et qui dégradent donc nos conditions de travail et les conditions d'études des élèves. Et surtout penser et mettre en pratique une autre école. Dans le département, nous organisons chaque mois un conseil syndical ouvert à tout-e-s les syndiqué-e-s pour décider des orientations de notre syndicat. Des formations et journées d'étude sont proposées sur nos métiers, la pédagogie et sur l'histoire du syndicalisme.

Se syndiquer à la CGT Educ'action

Je souhaite :

o Prendre contact

o Me syndiquer

Nom : Prénom :

Profession :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Tél : Email :

Etablissement :

Code Postal : Ville :

Retour à : CGT Educ'Action 95, Espace Mandela - 82 Boulevard Leclerc - 95100 Argenteuil

Vous pouvez également nous rejoindre sur notre [site internet](http://site.internet) ou en nous envoyant un email à sden-cgt-95@wanadoo.fr